

**SE POINTER : LE CAPITAL SOCIAL ET  
LE CAPITAL CULTUREL  
DANS LA VIE DE TOUS LES JOURS**

*(Révisé en juillet 2004)*

*Rédigé pour le colloque intitulé « Faire compter la culture :  
Examiner les éléments constitutifs de la citoyenneté culturelle »*

par  
M. Sharon Jeannotte

Recherche et analyse stratégiques (RAS)  
Politiques et recherche stratégiques  
Ministère du Patrimoine canadien

25, rue Eddy, 12<sup>e</sup> étage  
Gatineau (Québec)  
CANADA K1A 0M5

**les 14 et 15 novembre 2003**

*Référence: SRA-785-f*

Pour un exemplaire PDF de cette étude contactez-nous par :  
Internet : [sradoc\\_docras@pch.gc.ca](mailto:sradoc_docras@pch.gc.ca)  
ou par télécopieur: (819) 997-6765

- \* Les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement le point de vue du ministère du Patrimoine canadien.

## Table des matières

|       |  |    |
|-------|--|----|
| 1.0   | Introduction   | 3  |
| 2.0   | Ce que nous savons déjà  | 3  |
| 2.1   | Définitions du capital social  | 3  |
| 2.2   | Définitions du capital culturel  | 4  |
| 2.3   | Liens entre le capital social et le capital culturel   | 5  |
| 2.4   | Approches analytiques pour le capital social et le capital culturel  | 5  |
| 2.5   | Conclusions des recherches sur le capital social   | 7  |
| 2.6   | Conclusions des recherches sur le capital culturel   | 8  |
| 2.6.1 | Thème 1 : Autonomie personnelle  | 9  |
| 2.6.2 | Thème 2 : Participation culturelle   | 9  |
| 2.6.3 | Thème 3 : Développement culturel et qualité de la vie  | 11 |
| 2.6.4 | Thème 4 : Durabilité culturelle  | 12 |
| 2.7   | Critiques au sujet des recherches sur le capital culturel  | 13 |
| 3.0   | Ce que nous devons savoir  | 15 |
| 3.1   | Lacunes des connaissances relatives aux causes – De quelle manière le capital social et le capital culturel entrent-ils en jeu?                | 15 |
| 3.2   | Lacunes au chapitre des connaissances relatives aux composantes – Quels sont les principaux éléments du capital social et du capital culturel? | 16 |
| 3.3   | Lacunes des connaissances relatives à l'évaluation – Comment nous y prendre pour mesurer le capital social et culturel?                        | 18 |
| 4.0   | Répercussions pour les politiques culturelles et la prise de décisions   | 21 |
|       | Bibliographie  | 25 |

---

*Pour paraphraser Woody Allen, cinéaste et comédien américain, nous pourrions dire que 80 p. 100 du capital social consiste à simplement se pointer (Uslaner et Dekker, 2001 : 178)*

## 1.0 Introduction

Le présent document se veut une synthèse des connaissances actuelles sur le capital social et le capital culturel, ainsi que comment ils se rattachent à la citoyenneté culturelle. Il vise à cerner le rôle que ces catégories de capital jouent dans l'établissement de la citoyenneté culturelle, ainsi qu'à déterminer dans quelle mesure ce concept contribue à notre compréhension en ce qui concerne la formulation des politiques culturelles. Le document est structuré comme suit :

la section 2 décrit ce que nous savons du capital social et du capital culturel, en plus de présenter des définitions, des approches analytiques ainsi qu'un aperçu des conclusions de recherche et des critiques relatives aux approches actuelles;

la section 3 met l'accent sur les lacunes des connaissances au sujet du capital social et du capital culturel ainsi que sur le concept de citoyenneté;

la section 4 analyse les répercussions sur les processus stratégiques et décisionnels, d'après les connaissances actuelles et l'analyse des lacunes en matière de connaissances, qui est présentée à la section 3.

En lisant la synthèse présentée ici, le lecteur ne doit pas oublier que, malgré l'abondance d'ouvrages sur le capital social et l'intérêt très marqué pour les politiques dans ce domaine depuis ces dernières années, les conclusions de recherche n'ont pas permis d'établir de consensus en la matière. Par contre, l'intérêt soulevé par les politiques relatives au capital culturel et son lien avec le capital social n'existe que depuis peu; en outre, comme les chercheurs n'ont entrepris que récemment d'explorer dans quelle mesure ce lien touche les politiques culturelles, on ne risque pas de s'entendre à ce sujet avant longtemps. Dans les domaines de la recherche sur le capital social et le capital culturel, les définitions font encore l'objet de controverses (et ce, même si les chercheurs et les décideurs se dirigent vers un consensus dans le cas du capital social). Comme les approches analytiques se fondent en général sur les définitions du capital social et du capital culturel adoptées par les chercheurs, il importe de bien comprendre de quels éléments du capital social ou du capital culturel nous parlons. Par conséquent, la section 2 du présent document portera sur les définitions.

## 2.0 Ce que nous savons déjà<sup>1</sup>

### 2.1 Définitions du capital social

La définition du capital social la plus souvent utilisée est celle, bien connue, de Robert Putnam : l'ensemble des réseaux sociaux, dont découlent les normes de réciprocité et de confiance mutuelle (Putnam, 2000 : 19). Putnam a aussi fait la distinction entre le capital social de « fusion » et le capital social de « rapprochement ». Le capital social de « fusion » désigne les réseaux sociaux qui renforcent les identités exclusives et les groupes homogènes, et le capital de « rapprochement », les réseaux divergents et composés de gens de classes sociales diversifiées (et qui sont à l'origine de « relations faibles », par opposition aux relations étroites qui caractérisent le capital social de « fusion ») (Putnam, 2000 : 22). Récemment, certains

---

<sup>1</sup> Certaines parties de cette section s'inspirent grandement d'une étude précédente de l'auteure intitulée *Singing Alone? The Contribution of Cultural Capital to Social Cohesion and Sustainable Communities*.

chercheurs ont établi une troisième catégorie de capital social : le capital social de « liaison », qui désigne les liens verticaux entre les différentes strates de richesse et de statut (Woolcock, 2001 : 13). On a avancé que le capital social de « liaison » est essentiel pour qui veut optimiser des ressources et des renseignements auprès d'institutions officielles autres que communautaires (Projet de recherche sur les politiques, 2003a : 8).

Parmi les autres définitions bien connues du capital social, mentionnons celle utilisée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), selon laquelle le capital social est constitué de réseaux assortis de normes, de valeurs et de définitions communes qui facilitent la coopération entre les groupes ou en leur sein (OCDE, 2001 : 41).

Bon nombre de chercheurs ont entrepris d'aller au-delà de ces définitions plutôt abstraites en déconstruisant les éléments du capital social. Entre autres, on a effectué en Australie une étude qui a permis de cerner, grâce à une analyse factorielle, huit dimensions du capital social :

- la confiance généralisée;
- l'action sociale (la capacité d'obtenir des renseignements et de prendre des décisions);
- la tolérance face à la diversité;
- la valeur de la vie (l'autonomie);
- les liens communautaires;
- les liens avec l'entourage;
- les liens familiaux et amicaux;
- les relations de travail (Onyx et Bullen, 2001 : 48-49)

Parmi les autres exemples, mentionnons une étude canadienne sur l'ethnicité et le capital social, selon laquelle le capital social comporte quatre dimensions : la confiance interpersonnelle; la confiance politique; la participation officielle et l'interaction sociale informelle (Aizlewood et Pendakur, 2003). Helen Gould, chercheuse intéressée par le capital social dans le contexte du développement culturel, définit ce genre de capital comme l'avoir de la collectivité évalué sur le plan non pas économique, mais humain, où chaque transaction suscite éventuellement la réciprocité et des améliorations durables au chapitre de la qualité de vie (Gould, 2001 : 85-86). Toutefois, Colin Mercer et Gould avancent que la « monnaie d'échange » de ces transactions est constituée des relations, des réseaux et des partenariats locaux (Mercer, 2002 : 34).

## 2.2 Définitions du capital culturel

Les importants travaux de Pierre Bourdieu, sociologue français, ont structuré la conception contemporaine du capital culturel. Il l'a défini comme suit : l'aliénation du goût, ou la consommation de la culture, qui dénote l'appartenance des gens à une classe sociale précise (Bourdieu, 1979). Bourdieu a conceptualisé le capital culturel de façon complexe, mais celui-ci comporte essentiellement trois éléments : 1) le capital intrinsèque (ou l'habitus), la structure des dispositions innées qui forme le caractère d'une personne et oriente ses actions et ses goûts; 2) le capital objectivé, qui véhicule l'expression culturelle – par exemple, la peinture, la littérature et la danse – et est transmis aux autres de façon symbolique; 3) le capital institutionnalisé, c'est-à-dire les compétences scolaires qui établissent la valeur de la personne qui les détient (Bourdieu, 1986).

Pendant longtemps, les fruits des investissements dans le capital culturel, selon la définition de Bourdieu, étaient considérés comme surtout individuels. Toutefois, dans le contexte de la théorie du développement culturel, certains chercheurs ont commencé à définir ce genre de capital selon une optique collective. Gould a fait remarquer que, lorsque les membres d'une

collectivité se réunissent pour partager leur culture par l'entremise de célébrations, de rites et de dialogues interculturels, ils renforcent leurs relations, leurs partenariats, et leurs réseaux – en d'autres mots, ils développent leur capital social (Gould, 2001 : 87). Dans le même ordre d'idées, Jeannotte a avancé que, en plus de contribuer, comme on l'a toujours pensé, au capital social de « fusion » en renforçant les idéologies, les valeurs et les différences sociales ainsi qu'en renforçant les liens entre les proches, le capital culturel joue un rôle dans l'accroissement du capital social de « rapprochement » en favorisant la solidarité sociale (l'engagement envers un tout plus grand), l'intégration sociale (les liens entre les éléments fonctionnels) et les collectivités durables (les tendances en matière d'interaction sociale et spatiale propres à un groupe) (Jeannotte, 2003 : 39).

David Throsby, un économiste qui établit la distinction entre le capital culturel matériel et le capital culturel immatériel, a présenté des définitions orientées vers une autre optique. À son avis, le capital culturel *matériel* est un actif qui représente une grande valeur culturelle, distincte de la valeur économique qu'il pourrait posséder; l'actif entraîne un apport régulier en biens et en services qui peut aussi avoir une valeur culturelle. Throsby place la plupart des édifices et artefacts du patrimoine dans cette catégorie de capital culturel. Toujours selon lui, le capital culturel *immatériel* est constitué d'idées, de traditions, de croyances et de coutumes communes à un groupe de gens; cela comprend aussi le capital intellectuel que représentent entre autres le langage, la littérature et la musique (Throsby, 2002 : 103).

### 2.3 Liens entre le capital social et le capital culturel

Les participants à un atelier sur la formation du capital social et d'institutions qui permettent de le soutenir (organisé en 1998 à l'Université de la Colombie-Britannique) ont exploré les différences entre le capital social et le capital culturel. Ils ont déclaré que la distinction est importante, car une société peut être riche en capital social sans que la nature de son capital culturel (comme il est représenté, par exemple, par la mentalité axée sur une « frontière économique ») lui permette pour autant d'être viable. Le capital culturel peut déterminer la *qualité* du capital social (Mendis, 1998).

Les chercheurs ont souligné que le capital social et le capital culturel sont enchâssés dans des systèmes sociaux complexes qui sont, à bien des égards, l'équivalent humain des écosystèmes naturels. D'aucuns avancent que les systèmes sociaux et naturels sont non pas distincts, mais interreliés d'une façon encore mal comprise. Ainsi, on peut considérer le capital culturel comme un actif qui fournit aux sociétés humaines les moyens et outils d'adaptation dont elles ont besoin pour faire face au milieu naturel et le modifier activement (Berkes, « Cultural and Natural Capital: A Systems Approach Revisited » dans Mendis, 1998). D'après cette notion du développement durable, la manière dont les gens perçoivent le monde et l'univers, leur philosophie environnementale et leur éthique dans ce domaine, leur savoir traditionnel ainsi que leurs institutions sociales et politiques détermineront comment ils fonctionneront dans leur milieu. Le capital culturel intrinsèque - ou l'*habitus* - forme donc l'assise de ce concept.

### 2.4 Approches analytiques pour le capital social et le capital culturel

Nous le répétons, l'approche analytique adoptée dans le cadre des recherches sur le capital social varie habituellement selon la définition que le chercheur donne à ce concept. Bryant et Norris, de Statistique Canada, ont élaboré une typologie thématique qui permet d'organiser les données sur le capital social détenues par l'organisme, laquelle sert aussi de sommaire concis des principales catégories analytiques :

*Thème 1 : Participation sociale et engagement civique* (p. ex., la participation à des organismes bénévoles, l'action politique, l'engagement civique et le sentiment d'appartenance à sa collectivité)

*Thème 2 : Niveau de renforcement de l'autonomie* (p. ex., la satisfaction personnelle, le sentiment de maîtrise, ainsi que le degré d'estime de soi et d'assurance)

*Thème 3 : Perception de la collectivité* (p. ex., les degrés de satisfaction à l'égard de la collectivité dans des domaines comme la qualité de la vie, la lutte contre la criminalité et la sécurité)

*Thème 4 : Réseaux sociaux, soutien social et interaction sociale* (p. ex., les liens amicaux et familiaux, les systèmes de soutien et la profondeur des relations personnelles)

*Thème 5 : Confiance, réciprocité et inclusion sociale* (p. ex., la confiance envers autrui et envers les institutions, ainsi que la perception de valeurs communes) (citées dans Projet de recherche sur les politiques, 2003b : 2-3)

Le Projet de recherche sur les politiques a résumé sommairement les liens entre les quatre cadres analytiques sur le capital social et les cinq thèmes élaborés par Bryant et Norris. Au tableau 1 ci-dessous, nous vous présentons un aperçu des principales approches analytiques pour ces thèmes.

| <b>Tableau 1 – Approches analytiques pour le capital social<br/>(Source : Projet de recherche sur les politiques, 2003b)</b> |   |
|--|---|
| <b>Cadre analytique</b>  | <b>Thème</b>  |
| Axée sur la collectivité   | Thème 1 – Participation   |
| Axée sur l'analyse des réseaux   | Thème 4 – Ressources imbriquées dans les réseaux; accès de chacun à des intermédiaires ou à des ressources clés du réseau; taille, importance et composition des réseaux  |
| Axée sur les institutions  | Thème 1 – Engagement civique, exercice du droit de vote et sentiment d'appartenance<br>Thème 3 – Contexte historique et culturel du milieu politique et institutionnel; clivages à l'intérieur de la société civile et rendement économique |
| Axée sur la synergie (combinaison de l'approche axée sur les réseaux et de celle axée sur les institutions)                  | Thème 3 – Capacités des collectivités, et relations entre le secteur public et le secteur privé<br>Thème 5 – Relations entre les citoyens et les institutions publiques   |

Dans le cas du capital culturel, on a formulé beaucoup moins clairement les cadres analytiques, probablement parce que l'intérêt pour les politiques publiques dans ce domaine est tellement récent. Cependant, jusqu'à ce jour, un certain nombre de thèmes semblent toutefois prédominer.

---

*Thème 1 : Autonomie personnelle* (avantages personnels provenant d'investissements dans le capital culturel)

*Thème 2 : Participation culturelle* (liens entre la participation culturelle et le comportement altruiste, par exemple le bénévolat et l'engagement civique)

*Thème 3 : Développement culturel et qualité de vie* (liens entre le capital culturel et le développement socio-économique)

*Thème 4 : Durabilité culturelle* (moyens par lesquels le capital culturel soutient le développement humain et maintient la vie culturelle et la vitalité de la civilisation humaine au fil du temps)

Les recherches sur le capital culturel ont porté en général sur les thèmes 1 et 2. Il s'agit peut-être d'une suite logique à l'hypothèse de Bourdieu, selon laquelle le volume du capital social que possède une personne varie en fonction de la taille de ses réseaux et de l'ampleur du capital économique et culturel que détiennent les personnes auxquelles elle est reliée (Bourdieu, 1986 : 249). Le thème 1, qui porte sur les effets quantitatifs des « investissements » des réseaux dans le capital personnel, a fait l'objet de bon nombre de recherches effectuées notamment par des sociologues en éducation; par ailleurs, les thèmes qualitatifs et collectifs commencent tout juste à être explorés. Au cours de ces dernières années, le capital culturel et l'élément relatif à la participation (thème 2) ont beaucoup retenu l'attention des chercheurs qui se penchent sur les politiques publiques, par exemple l'exclusion sociale, particulièrement au Royaume-Uni et aux États-Unis. Le lien entre le capital culturel et la qualité de la vie a surtout intéressé les chercheurs qui travaillent dans le domaine du développement urbain et de la créativité. La Banque mondiale et l'Unesco ont exploré activement les thèmes 3 et 4, mais ces établissements n'ont commencé que récemment à examiner de plus près le rôle que joue le capital culturel dans la promotion du développement culturel ou des collectivités durables (Gould, 2001).

## **2.5 Conclusions des recherches sur le capital social**

Au cours des dernières années, les recherches sur le capital social se sont multipliées de façon exponentielle. Dans la présente section, nous n'essaierons pas de fournir une rétrospective complète des recherches dans ce domaine; nous mettrons plutôt l'accent sur les caractéristiques et les éléments procéduraux du capital social qui en garantiraient l'impact, en plus de donner au lecteur un aperçu de cet impact et d'aborder l'une des principales questions relatives au capital social qui a fait l'objet d'une analyse concernant les politiques culturelles.

Les économistes viennent tout juste de commencer à ajouter le capital social à la liste des autres « capitaux » (naturel, physique et humain) qui jouent un rôle dans la croissance économique. Ils l'ont classé dans la catégorie des biens publics, puisqu'il peut être acquis par un groupe de gens, plutôt que par une personne. Comme beaucoup de biens publics, il est aussi généralement sous-produit (Grootaert, 2001 : 16-17). Adler et Kwon ont résumé comme suit les principaux mécanismes par lesquels le capital social produit ses effets bénéfiques : 1) meilleur cheminement de l'information par l'entremise de réseaux de collaboration; 2) influence accrue grâce à la quantité et à la qualité des réseaux d'une personne; 3) plus forte solidarité à la suite de la « fusion » que permettent les réseaux sociaux étroitement liés (Adler et Kwon, 2002 : 20-30).

En général, on a constaté que le capital social peut permettre d'améliorer la santé, d'accroître le bien-être personnel, de prodiguer de meilleurs soins aux enfants, de réduire la criminalité et de

renforcer le gouvernement (OCDE, 2001). En outre, les recherches montrent de plus en plus que l'accroissement de la coopération et de la confiance (l'un des résultats du capital social ou à tout le moins l'un de ses éléments) est associé à l'accroissement du rendement économique (Knack et Keefer, 1997; Fukuyama, 1995) et à un meilleur résultat de la participation politique démocratique (Putnam, 1993; Hall, 1999; Rodrik, 2000). Toutefois, certains chercheurs ont également fait ressortir plusieurs résultats négatifs possibles. Parmi ceux-ci, mentionnons les cas mentionnés par Portes : l'exclusion des personnes qui ne font pas partie des réseaux; le parasitisme des membres d'un réseau social; le manque de liberté individuelle à la suite d'une trop grande fusion et le nivellement des normes par le bas (source : Projet de recherche sur les politiques, 2003a : 7).

Parmi les principaux débats sur le capital social qui touchent les analystes des politiques culturelles et les décideurs dans ce domaine, mentionnons l'impact de la diversité sur le capital social. Plusieurs études menées aux États-Unis ont révélé que les collectivités diversifiées sur le plan ethnique éprouvent plus de difficultés que les autres à accorder leur confiance et à se montrer participatives (Saguaro Seminar, 2001; Glaeser et coll., 2000; Wuthnow, 1994). Toutefois, de récentes recherches canadiennes semblent montrer que d'autres facteurs contextuels pourraient expliquer davantage la teneur du capital social des nouveaux immigrants et divers groupes ethnoculturels. Dans leur analyse de la confiance, de la tolérance et de la fiabilité que les immigrants canadiens accordent aux institutions, Nevitte et Bilodeau se sont aperçus que les nouveaux immigrants accordent aux institutions une confiance générale et une fiabilité plus grandes que les Canadiens de naissance, mais que les résultats pour ces deux groupes de répondants finissent généralement par converger avec le temps (Nevitte et Bilodeau, 2003). Une analyse bidimensionnelle effectuée dans le cadre d'une étude sur l'ethnicité et le capital social menée par Pendakur et Aizlewood a également révélé que les immigrants et les groupes des minorités visibles font plus facilement confiance au gouvernement que les autres Canadiens; par ailleurs, ces recherches ont aussi montré qu'un contrôle des caractéristiques individuelles et contextuelles au moyen de méthodes de régression pendant l'enquête venait gommer presque tout écart à ce chapitre. Ces deux chercheurs ont conclu que la taille de la collectivité représentait le plus important déterminant du capital social; en effet, ils ont avancé que le mode de vie urbain est peut-être la principale raison de l'écart au chapitre des attitudes et comportements civiques (Aizlewood et Pendakur, 2003 : 14).

## 2.6 Conclusions des recherches sur le capital culturel

En examinant les conclusions des recherches sur le capital culturel, on devrait toujours garder à l'esprit que les définitions peuvent varier (comme on l'a vu à la section 2.2). La plupart des recherches sur les politiques culturelles portent sur ce que Bourdieu a appelé le *capital culturel objectif* – c'est-à-dire des moyens d'expression culturelle qui sont transmis aux autres de façon symbolique (soit ce que Throsby désigne comme le *capital culturel immatériel*). La plupart des recherches sur les politiques éducatives portent sur l'*habitus* - c'est-à-dire, le capital culturel intrinsèque qui forme le caractère d'une personne et l'aide souvent à établir son *capital culturel institutionnalisé* ou ses compétences scolaires. On a entrepris beaucoup plus récemment des recherches sur le développement culturel dans le domaine des études urbaines en se fondant (même si en pratique les chercheurs ont trouvé difficile de distinguer le capital culturel immatériel de ses manifestations physiques) sur la définition du *capital culturel matériel* (soit l'actif représentant une valeur culturelle) établie par Throsby. En général, les études sur la durabilité culturelle reposent sur une notion élargie du capital social et du capital culturel, dans laquelle les notions d'*habitus* et de capital culturel *immatériel* sont réunies sur le plan communautaire; cette notion doit aussi permettre d'examiner l'impact que les idées, les



traditions, les croyances, les coutumes et le capital intellectuel peuvent avoir sur la santé et la viabilité des collectifs.

La plupart des études portent essentiellement sur le rôle que le capital culturel joue dans la vie quotidienne des gens et des collectivités. Les recherches dans le domaine du développement culturel ont surtout porté sur les consommateurs; en revanche, les recherches sur les aspects « participation et fiabilité » du capital culturel mettent principalement l'accent sur les citoyens.

Toutefois, comme le capital culturel fait partie intégrante des échanges quotidiens, on éprouve souvent de la difficulté à distinguer les activités économiques du cadre social dans lequel elles prennent place. Voilà pourquoi l'analyse dans ce domaine pose tant de problèmes et suscite de vifs débats dans le milieu universitaire : est-ce la confiance, l'engagement civique, la participation culturelle ou la créativité qui représente le principal facteur susceptible de produire des résultats positifs ou négatifs? Comme on n'a pas de réponse toute prête (et certainement pas de consensus non plus) en ce qui concerne le rôle du capital culturel (qu'elle qu'en soit la définition) dans les activités visant à renforcer la structure de la vie quotidienne, nous allons simplement donner un aperçu sélectif des recherches entreprises pour les thèmes décrits à la section 2.4.

### **2.6.1 Thème 1 : Autonomie personnelle**

Dans le domaine de la sociologie éducative, on a largement documenté les avantages personnels découlant d'investissements dans le capital culturel, qui permettent d'améliorer le rendement scolaire ((Zweigenhaft, 1992 et 1993; DiMaggio, 1982 et Catterall, 1999), les relations dans la famille et à l'école (Lareau, 1987), la situation matrimoniale (DiMaggio et Mohr, 1985), la santé physique (Shilling, 1992) et le développement psychosocial des enfants (Offord et coll., 1998). En outre, de plus en plus d'ouvrages scientifiques portent sur les bienfaits du développement artistique chez les jeunes à risque (voir, par exemple, Weitz, 1996 et Catterall, 1999) et les prisonniers (Peaker et Vincent, 1990).

### **2.6.2 Thème 2 : Participation culturelle**

Dans une étude marquante sur l'impact social des arts, le chercheur britannique François Matarasso a relevé plusieurs cas où la participation aux arts a permis à des gens de se sentir plus sûrs d'eux, d'enrichir leur vie sociale et d'acquérir les compétences requises pour trouver un meilleur emploi (Matarasso, 1997 : 14-22). Matarasso a également pu bien constater que les projets de coopération dans le domaine des arts permettent de renforcer la cohésion sociale par la promotion de partenariats, la collaboration et la compréhension interculturelle. Ce genre de participation, soutient-il, renforce les collectivités, car elle encourage les gens à devenir des citoyens plus actifs et à participer aux activités de leur quartier (Matarasso, 1997 : vi-vii).

Aux États-Unis, Saguaro Seminar, organisation vouée à l'étude de l'engagement civique dans ce pays, a effectué une étude de cas qui a permis de cerner les divers moyens utilisés par les organisations artistiques et les musées pour établir des réseaux communautaires et faire le « rapprochement » du capital social par l'entremise d'initiatives comme des séjours dans les refuges pour femmes battues, l'établissement de cours de musique dans des quartiers pauvres et la présentation de productions de théâtre communautaire (Saguaro Seminar, 2002 : 33-39). Dans ces cas, c'est de toute évidence la *qualité* du capital culturel soutenant le capital social qui atténue les différences; en effet, comme le mentionne le rapport, il n'est pas nécessaire d'appartenir à la même catégorie sur les plans de la race, de la génération, du sexe, du parti

---

politique, de la religion ou du revenu pour chanter, jouer ou créer ensemble » (Saguaro Seminar, 2002 : 35).

Pour déterminer l'impact des investissements individuels dans le capital culturel, Jeannotte a utilisé les données tirées de l'Enquête sociale générale du Canada afin d'examiner les tendances relatives au bénévolat chez les gens qui participent (ou non) à diverses activités culturelles. D'après cette étude, les personnes qui vont voir des spectacles, visitent les galeries d'art, les musées et les sites historiques, lisent des livres et des revues, se rendent dans les bibliothèques et participent à des activités culturelles (p. ex., chanter dans une chorale) étaient beaucoup plus susceptibles de faire du bénévolat que les autres (Jeannotte, 2003 : 45). Bourdeau a confirmé ces conclusions et, d'après une analyse multidimensionnelle, a déterminé que la corrélation entre la participation culturelle (ce qui comprend sans aucun doute la participation à des sports) et le bénévolat est toujours importante, même après un contrôle en fonction des facteurs socio-économiques et démographiques comme le sexe, le revenu et la scolarité (Bourdeau, 2002). Jeannotte et Bourdeau ont constaté que la tendance au bénévolat augmente en fonction de la fréquence de la participation à des activités culturelles.

Stolle et Rochon (1998) ont utilisé des données d'enquête pour répondre à la question suivante : « Les associations sont-elles toutes du même calibre? » Ils ont émis l'hypothèse selon laquelle les associations ne contribuent pas toutes dans la même mesure au capital social et que leur impact variera en fonction du degré d'inclusion de chaque association. Ils ont constaté que les membres de groupes culturels (définis comme ceux engagés dans la préservation des cultures traditionnelles régionales, nationales ou ethniques, des groupes confessionnels, ainsi que des activités littéraires, musicales et artistiques) ont obtenu le plus haut score pour la confiance généralisée et la confiance/efficacité politiques, et deuxièmement, pour l'optimisme et la tolérance (après les groupes sociaux). Stolle et Rochon ont conclu que les membres de certaines associations, notamment ceux qui appartiennent à des associations culturelles, semblent présenter une vaste gamme d'éléments du capital social public (Stolle et Rochon, 1998 : 61).

On a effectué très peu de recherche sur les raisons qui motivent les gens à faire du bénévolat et à s'impliquer dans leur collectivité, que ce soit en fonction du capital social ou du capital culturel. Toutefois, l'étude de Bang et Sorensen sur ce qu'ils ont appelé les « décideurs locaux » – des gens qui participent à des activités politiques à l'échelle locale – révèle que ceux-ci acquièrent leur identité politique non pas surtout parce qu'ils sont des citoyens de l'État, mais parce qu'ils participent à la création de réseaux locaux » (Bang et Sorensen, 2001 : 156).

Les conclusions d'une enquête sur la participation culturelle effectuée par l'Urban Institute des États-Unis en 1998 semblent confirmer l'importance des réseaux locaux pour motiver les gens à la participation. Dans cette étude, on a constaté que les gens participaient à des activités et à des manifestations artistiques et culturelles pour trois raisons principales : échanger avec les amis et la famille (59 %), aider les amis et la famille (49 %) et soutenir des organisations ou des manifestations importantes dans la collectivité (47 %) (Walker, 2002 : 4). Une étude canadienne sur la participation culturelle passive menée par Environics en 2000 a également montré toute la mesure dans laquelle les gens veulent socialiser. Cette étude a révélé que les gens assistent à des spectacles et à des manifestations artistiques surtout pour se divertir, se détendre ou s'amuser (62 %). Seules de faibles minorités ont fourni d'autres raisons : l'intérêt pour certains artistes (14 %) ou le besoin d'apprendre, d'être stimulé ou d'être incité à accomplir quelque chose (4 %) (Jeannotte, 2000 : 9-10). Selon ces données, la valeur esthétique du capital culturel représenterait un facteur secondaire pour bon nombre de participants; en fait, celle-ci constituerait davantage l'assise du capital social, même si ce capital est fondé sur rien de plus que le fait de « se pointer ».

### 2.6.3 Thème 3 : Développement culturel et qualité de la vie

Dans les années 1980, le thème de la culture et du développement était surtout lié au développement économique, mais dans les années 1990, la Commission mondiale de la culture et du développement de l'UNESCO a proposé un concept plus large dans lequel on reconnaît le rôle de la culture par rapport aux autres objectifs sociaux, par exemple celui de soutenir le milieu physique, de préserver les valeurs familiales et de protéger les institutions civiles dans la société. D'après la Commission, cette définition devrait être fondée sur les principes de respect de toutes les cultures et de la liberté culturelle (Pérez de Cuéllar, 1996 : 15).

Au fil des années qui ont suivi la publication du rapport de la Commission, le développement culturel est devenu sans conteste moins orienté sur une perspective nationale que sur une perspective communautaire locale. Au cours des quelque dix dernières années, on a grandement multiplié les recherches sur le rôle de la culture et de la créativité dans le développement des collectivités, notamment les collectivités urbaines. Le chercheur le plus connu dans ce domaine est Richard Florida, dont la théorie sur le lien entre le capital humain et la diversité pour les villes créatives a reçu énormément d'attention de la part du grand public et des chercheurs (voir, par exemple, Florida et Gates, 2001, Florida, 2001 et Florida, 2002). Ses travaux ont amené (du moins en Amérique du Nord) les administrations municipales à concerter leurs efforts pour établir les ressources et trouver la bonne « recette » culturelle en vue d'attirer des travailleurs du savoir. Toutefois, certains ont critiqué la méthode utilisée par Florida pour dégager ses indices « bohémien » et « gai » qui ne seraient, d'après eux, pas fiables (Donald et Morrow, 2003 : 14). De plus, comme Florida l'a reconnu lui-même, de récentes recherches semblent révéler que les régions dotées des plus fortes économies créatives enregistrent également les plus importants écarts sur le plan du revenu (Florida, 2003; Donald et Morrow, 2003).

Au Canada, Meric Gertler a récemment essayé de vérifier, en collaboration avec Florida et d'autres chercheurs, les conclusions tirées par Florida au sujet de la « qualité des lieux » à l'aide de données provenant d'un groupe de régions urbaines de l'Ontario (Gertler et coll., 2002). Après avoir comparé 309 régions urbaines du Canada et des États-Unis, Gertler a constaté que les villes de Toronto, d'Ottawa, de Hamilton, de Kitchener, de London, de St-Catherines-Niagara, de Windsor et de Thunder Bay faisaient partie des dix premières régions urbaines sur le plan de la diversité (selon l'« indice de mosaïque »); Toronto se classait quant à elle parmi les dix premières régions urbaines selon l'« indice bohémien », mais seulement Ottawa se classait parmi les dix premières selon l'« indice des compétences » (parmi leurs catégories de population, établies en fonction du nombre d'habitants). Gertler et ses collègues ont conclu qu'il semble y avoir de solides liens entre la créativité, la diversité, les compétences et les activités très axées sur la technologie, le tout étant à l'origine de la croissance économique des régions urbaines du Canada – et de l'Ontario. Ils ont également décrit le rôle du capital culturel dans cette croissance, précisant que les politiques publiques formulées par les trois ordres de gouvernement pour soutenir l'immigration et l'établissement au pays, ainsi que le fait de favoriser les arts et la créativité, ont joué un rôle essentiel dans la mise en place des conditions visant à garantir la croissance économique des régions urbaines d'aujourd'hui et de demain (Gertler et coll., 2002 : 24-25).

On effectue également une bonne part des recherches dans ce domaine en Europe. Par exemple, Charles Landry et ses collègues ont examiné en 1996 le rôle des activités culturelles dans le processus visant à régénérer les régions urbaines, à l'aide d'études de cas menées au sujet de 15 villes européennes. Parmi les avantages découlant des programmes culturels à l'échelle communautaire, ils ont cerné les suivants : une meilleure cohésion sociale; une plus belle image locale; une vision renouvelée de l'avenir (Landry et coll., 1996).

Dans le même sens, la Canada West Foundation a examiné le rôle de la culture dans le processus visant à promouvoir la compétitivité économique de Vancouver, de Calgary, d'Edmonton, de Winnipeg, de Saskatoon et de Regina. Des recherches *qualitatives* ont clairement fait ressortir quatre catégories d'avantages communautaires découlant d'investissements dans les arts : 1) santé et bien-être des citoyens; 2) renforcement de l'identité communautaire et de la cohésion sociale; 3) revitalisation et redéveloppement des collectivités; 4) croissance économique. Toutefois, même si l'étude a permis de conclure que le capital culturel a un impact important sur la qualité de la vie dans les villes et est très utile pour attirer des personnes compétentes, on n'a pas pu obtenir de données *quantitatives* probantes en ce qui concerne cet impact (Azmier, 2002).

Malgré le nombre croissant de données prouvant les effets bénéfiques des investissements en capital culturel dans les collectivités urbaines, on s'entend encore très peu au sujet de la nature de ces investissements. Gertler et ses collègues ont avancé que les régions urbaines de l'Ontario et du Canada devraient soutenir et renforcer leur caractère urbain au moyen d'outils de planification qui favorisent la croissance sur le plan de la densité, un redéveloppement urbain diversifié dans des secteurs variés, ainsi que la préservation et l'accentuation dans chaque quartier d'un caractère social authentique et distinct (Gertler et. coll., 2002 : 25).

Toutefois, selon bon nombre de chercheurs, le genre d'investissement en capital culturel que de nombreuses villes effectuent actuellement n'a vraiment rien d'« authentique ». Dans son ouvrage sur les « villes imaginaires », John Hannigan examine la popularité croissante des destinations urbaines pour les vacances (attractions touristiques et loisirs parfaitement délimités et organisés dans les villes). Il analyse également les liens entre le capital culturel matériel et le capital culturel immatériel dans les villes postmodernes, avançant que les parcs thématiques, où se mêlent les loisirs, la mode, le sport, la technologie et la restauration, constituent le seul véritable capital culturel mondial. À l'instar de Naomi Klein dans son livre bien connu *No Logo* et de Chatterton et Hollands dans leur ouvrage intitulé *Urban Nightscapes*, Hannigan estime que la principale valeur des milieux sociaux à thème réside non pas dans leur fondement physique, mais dans leur capacité de générer du capital culturel immatériel sous forme de *marques* qui peuvent être reproduites dans d'autres lieux à travers le monde. Ce genre de capital culturel vise principalement à générer des avantages économiques et non pas sociaux, ce qui peut nous amener à douter de la viabilité des cultures locales dans un tel milieu (Hannigan, 1998:69-70, Chatterton et Hollands, 2003:28-44, Klein, 2000 : 35-38).

#### **2.6.4 Thème 4 : Durabilité culturelle**

David Throsby a établi un parallèle entre les ressources naturelles et le capital culturel, son argument pouvant servir de point de départ à une analyse de la durabilité culturelle. Il souligne que le capital naturel provient des bienfaits de la nature, alors que le capital culturel découle des activités créatives des êtres humains. Ces deux genres de capital doivent être préservés pour les générations futures; en outre, de même que des écosystèmes naturels complexes servent à maintenir et à soutenir l'équilibre de l'environnement naturel, des « écosystèmes culturels » aussi complexes doivent permettre de maintenir la vie culturelle et la vitalité des sociétés humaines. Throsby souligne également l'importance de la diversité dans les écosystèmes naturel et culturel, soutenant que la principale valeur du capital culturel réside dans la nature unique et distincte des biens et services culturels qui le composent (Throsby, 2002 : 106).

Le rôle du capital culturel dans l'établissement et le maintien des collectivités n'a pas reçu beaucoup d'attention de la part des chercheurs au Canada. Toutefois, quelques études sociologiques et psychologiques des groupes autochtones révèlent que le capital culturel

pourrait être un élément essentiel au maintien des collectivités, lesquelles servent d'ailleurs à soutenir les personnes en leur sein. Chandler et Lalonde ont établi une importante corrélation entre les faibles taux de suicide chez les jeunes et la cote élevée des collectivités autochtones pour six marqueurs de la continuité culturelle (Chandler et Lalonde, 1998). Les recherches de Chataway montrent que les institutions et initiatives des collectivités autochtones sont plus susceptibles de produire de bons résultats si elles sont fondées sur des valeurs culturelles; en outre, une « concordance culturelle » est associée à des taux plus élevés d'emploi et de revenu (Chataway, 2002). Après avoir examiné la durabilité des collectivités autochtones et des villes, Graham et Peters en sont venus à la conclusion que le soutien des diverses cultures et identités autochtones dans les collectivités urbaines doit être jumelé à des mesures de réduction de la pauvreté si l'on veut garantir la durabilité de ces collectivités (Graham et Peters, 2002 : 22).

Comme le montre l'analyse du développement culturel présentée ci-dessus, le genre de capital culturel qui permet de soutenir les collectivités est source de grande controverse chez les chercheurs. Dans une étude de la vie nocturne en milieu urbain au Royaume-Uni, Chatterton et Hollands décrivent la « chosification » des modes de vie parallèles par les « chasseurs de choses à la page », qui essaient de marquer le « capital sous-culturel » et de le reproduire dans d'autres collectivités. Ils avancent que, dans des lieux authentiques, la participation relève davantage de la « production active » que de la « consommation passive »; par conséquent, il existe des limites plutôt imprécises entre les producteurs et les consommateurs lorsqu'on aborde l'échange de musique, d'idées, de transactions d'affaires et de réseaux fondés sur la confiance et la réciprocité (Chatterton et Hollands, 2003 : 209).

Ces « limites imprécises » semblent aussi s'appliquer aux différentes catégories de capital culturel liées au secteur sans but lucratif. Jeannotte a décrit le projet *Notre millénaire* lancé par les Fondations communautaires du Canada pour marquer le nouveau centenaire en soulignant que plus de 27 % des « dons » durables offerts par les Canadiens à leur collectivité pour marquer le nouveau millénaire s'inscrivaient dans les domaines du patrimoine, des arts et de la culture. Certains projets visaient des activités traditionnelles comme la restauration d'édifices patrimoniaux dans la collectivité ou la publication de faits historiques locaux. Dans le cadre d'autres projets, on a par ailleurs utilisé divers moyens d'expression culturelle comme tremplin pour l'activisme. Par exemple, plusieurs groupes ont organisé des concerts ou des festivals de films pour sensibiliser le public à des problèmes comme le racisme ou le réchauffement de la planète. Dans d'autres cas, on a utilisé la scène pour promouvoir la communication et la compréhension interculturelles, formuler les besoins spéciaux de groupes comme ceux représentant les personnes handicapées, ou encore préserver et célébrer les traditions de groupes ethnoculturels particuliers (Jeannotte, 2003 : 42). De toute évidence, les citoyens qui ont utilisé le capital culturel de cette manière l'ont fait pour embellir la vie de tous les jours de leur collectivité et ne cherchaient pas uniquement à « se pointer ».

## 2.7 Critiques au sujet des recherches sur le capital culturel

Les recherches sur le capital culturel effectuées depuis ces quelque dix dernières années en ce qui a trait aux thèmes 2 (participation culturelle) et 3 (développement culturel) ont suscité l'essentiel des commentaires critiques.

Les recherches sur l'impact social de la participation aux arts ont été suivies de très près, probablement en raison de leur profonde influence sur les politiques culturelles du gouvernement New Labour du Royaume-Uni. Paola Merli a critiqué les recherches de Matarasso, soutenant que le plan de recherche est faussé, que les méthodes de recherche ne sont pas appliquées de façon rigoureuse et que les fondements conceptuels sont douteux

(Merli, 2002 : 114). Par exemple, elle affirme que, pour déclarer de façon légitime qu'un programme artistique a permis d'améliorer la qualité de vie des participants, il importe de savoir quels éléments assurent principalement, d'après les participants, la « qualité de la vie » et quelle importance est attribuée à chacun de ces éléments (Merli, 2002 : 115). Merli et Eleonora Belfiore avancent que les statistiques quantitatives utilisées pour les données de l'enquête de Matarasso ont été établies à partir de questions ambiguës; par conséquent, sans une évaluation longitudinale des répercussions des arts et de la participation culturelle, il est très difficile de déterminer s'il s'agit d'impacts positifs ou négatifs (Belfiore, 2002 : 98; Merli, 2002 : 110).

En ce qui a trait au thème 3, la question de l'utilitarisme dans le domaine de la recherche – l'utilisation des recherches pour justifier le fait que la culture serve entre autres à garantir la croissance économique ou l'inclusion sociale – a suscité de vives critiques au Royaume-Uni. Dans un récent document de travail, Adrian Ellis avance que les politiques culturelles actuelles qui visent à favoriser l'inclusion sociale, la régénération urbaine, le tourisme, les investissements intérieurs, l'emploi et l'expansion des industries créatives sont « perverses », en ce qu'elles laissent délibérément tomber les jugements de valeur fondés sur l'importance relative accordée aux valeurs culturelles, en plus de faire ressortir l'apport quantitatif dans un domaine où les évaluations qualitatives ont toujours été jugées essentielles et de juger les organisations culturelles à l'efficacité avec laquelle elles accomplissent un programme socio-économique qui pourrait être abordé dans certains cas plus efficacement de façon directe (Ellis, 2003 : 5). Ellis soutient que ce sont surtout les études sur l'impact économique du développement culturel qui posent problème; de fait, on y définit les activités culturelles de façon trop optimiste, souvent sans tenir compte des coûts de renonciation qui s'y rattachent et sans vérifier quels résultats les fonds investis ont réellement permis d'obtenir (Ellis, 2003 : 7). Toutefois, les études sur l'impact social n'échappent pas non plus aux critiques, puisque Ellis, à l'instar de Merli et de Belfiore, a souligné le manque de données empiriques solides pour confirmer les hypothèses dans le domaine de l'impact social (Ellis, 2003 : 7). Il concède cependant que les données sur le développement culturel urbain local semblent plus probantes que celles recueillies pour des projets visant à attirer des touristes et des capitaux plutôt instables de différentes régions du monde (Ellis, 2003 : 8).

Comme on l'a précisé à la section 2.6, la méthode utilisée par Richard Florida pour établir les divers indices sur lesquels son « modèle de compétences » est fondé a également soulevé d'abondantes critiques. Dans leur examen des répercussions de ce modèle pour les politiques socio-culturelles des régions urbaines du Canada, Donald et Morrow font remarquer que l'« indice gai » est fondé sur des données comportant aussi des ménages composés de personnes de même sexe qui ne sont pas homosexuelles; ils soulignent également que l'« indice des compétences » permet d'évaluer seulement les universitaires, sans tenir compte des personnes qui ont reçu un autre genre d'enseignement postsecondaire et que les indices de « creuset » ou de « mosaïque » n'incluent pas les membres de groupes minoritaires qui sont nés au Canada ou aux États-Unis. Ils critiquent aussi le fait que Florida n'ait pas porté attention aux questions relatives au sexe d'une personne et aux cycles de vie, ni au lien entre la croissance urbaine sur le plan technologique et l'inégalité des revenus, la ségrégation raciale et le capital social (Donald et Morrow, 2003 : 13-14)<sup>2</sup>.

---

<sup>2</sup> Toutefois, il importe de noter que Florida répondra à certaines de ces critiques dans un ouvrage qui paraîtra prochainement..

### 3.0 Ce que nous devons savoir

Les critiques touchant certaines catégories de recherche sur le capital social et le capital culturel nous donnent une idée de nos lacunes au chapitre des connaissances. Il serait peut-être utile de répartir en plusieurs grandes catégories ces lacunes sur le plan du savoir :

- Quels sont les liens entre le capital social et le capital culturel? De quelle manière le capital social et le capital culturel produisent-ils des avantages (ou des inconvénients)? Dans quelle mesure ces répercussions donnent-elles des résultats positifs dans le domaine des politiques publiques?
- Quels sont les éléments les plus importants du capital social et du capital culturel que les recherches sur les politiques culturelles devraient permettre d'examiner?
- Comment nous y prendre pour vraiment bien évaluer les répercussions du capital culturel?

#### 3.1 Lacunes des connaissances relatives aux causes – De quelle manière le capital social et le capital culturel entrent-ils en jeu?

Selon Robert Putnam, les causes de la participation civique, de la réciprocité, de l'honnêteté et de la confiance sociale sont toutes entremêlées (Putnam, 2000 : 137). Si nous devons présumer que, comme semblent le montrer les arguments ci-dessus, le capital social et le capital culturel sont enchâssés dans des écosystèmes sociaux et culturels complexes, il pourrait s'écouler encore des années avant qu'on puisse bien comprendre les causes de cette situation.

Après avoir analysé les causes, Uslaner et Dekker ont conclu que le capital social n'est pas un concept unique et ne peut donc être réduit à une seule dimension. Par conséquent, ils recommandent aux chercheurs d'adopter la métaphore du gâteau présentée par Onyx et Bullen comme point de départ (traduction) :

Nous reconnaissons qu'il existe de nombreuses variétés de gâteaux aux apparences et aux goûts différents; même s'ils n'ont pas tous la même recette et n'ont pas été cuits de la même manière, nous convenons qu'il s'agit toujours de gâteaux. Il en va de même pour le capital social. Les collectivités et les groupes diffèrent non seulement en fonction du niveau global de capital social, mais aussi selon l'importance de chaque fondement pour les champs et les capacités (Onyx et Bullen, 2001 : 56).

Ces auteurs proposent que les chercheurs commencent à examiner, par exemple, si l'engagement civique est gage de confiance et si toutes les catégories de liens sociaux sont d'aussi adéquates sources de confiance. Ils font également remarquer que le degré de confiance et d'engagement civique semble baisser lorsqu'il y a une grande inégalité économique; en outre, ils considèrent que le lien entre ces dimensions du capital social devrait au moins être examiné dans le contexte de vastes interventions au chapitre des politiques publiques (Uslaner et Dekker, 2001 : 179-183).

En ce qui concerne le capital culturel, les causes en jeu nous échappent encore davantage. Jeannotte a précisé les points suivants (traduction) :

Il pourrait bien exister entre le capital culturel et la société civile/le capital social une relation mutuelle très importante qui n'a pas encore été reconnue. Nous ne comprenons pas encore pourquoi les gens qui participent à des activités culturelles semblent également afficher des taux élevés de participation à leur collectivité; néanmoins, si cela s'avère être étroitement lié au capital social et à la qualité de la vie communautaire, on

---

pourrait y voir là une indication que le capital culturel a un rôle beaucoup plus important que de simplement « permettre à l'élite d'assister à l'opéra » (Jeannotte, 2003 : 47).

Quoi qu'il en soit, la compréhension des causes de la participation ne fournira pas nécessairement de réponses au sujet d'autres dimensions importantes du capital culturel – par exemple, la confiance, la tolérance, l'établissement de liens, la réciprocité ou l'action sociale – qui peuvent se révéler essentielles aux collectivités durables. Il reste encore beaucoup à faire, comme Gould le laisse entendre dans une série de questions (et de sous-questions qui ne sont pas présentées ici) visant à décrire en quoi le capital culturel soutient les écosystèmes culturels :

- En quoi consistent les ressources et les biens culturels de la collectivité?
- Quelles valeurs culturelles sous-tendent cette collectivité et son mode de vie?
- Quel lien faut-il établir entre le développement du capital social et les valeurs et ressources culturelles?
- Comment peut-on évaluer le capital culturel et son impact sur le développement du capital social? (Gould, 2001 : 90-91)

En réponse à ces questions, Colin Mercer soutient que, pour comprendre le capital culturel, il faudra faire des recherches approfondies pour excaver les relations entre, d'une part, l'accès aux ressources culturelles et leur utilisation (en tenant compte des paradigmes du « goût » et de la « distinction ») et, d'autre part, les structures capillaires du pouvoir socio-économique (Mercer, 2002 : 51).

### **3.2 Lacunes au chapitre des connaissances relatives aux composantes – Quels sont les principaux éléments du capital social et du capital culturel?**

Dans le cas du capital social, les chercheurs ont commencé à s'intéresser aux liens étroits entre les éléments clés décrits à la section 2.1, mais les recherches entreprises dans ce domaine ne leur ont pas encore permis de tirer de conclusions probantes.

Onyx et Bullen ont constaté que la tolérance de la diversité dans leurs recherches est surtout liée à la mesure dans laquelle une personne est capable d'agir (action sociale) ainsi que de se sentir en confiance et en sécurité. Par contre, ils en sont aussi venus à la conclusion que cette tolérance n'est presque pas liée aux rapports entre voisins, ni à la participation dans la collectivité locale. En fait, certaines des collectivités rurales qu'ils ont étudiées ont obtenu un score élevé pour tous les éléments du capital social, sauf la tolérance de la diversité (Onyx et Bullen, 2001 : 56).

Les recherches de Stolle ont pour leur part révélé que les gens qui se joignent facilement à des groupes et à des associations avaient déjà obtenu une cote élevée sur le plan de la confiance, mais que l'adhésion prolongée à un groupe ou à une association ne renforce pas la confiance généralisée. Stolle a également constaté que le degré de confiance des « recrues » pouvait varier sensiblement selon les pays et les diverses catégories de groupes (Stolle, 2001 : 126-129). Il semble que cela contredise l'argument de Putnam, selon lequel le capital social découlant de l'adhésion à une association a surtout pour effet de susciter éventuellement la confiance (Putnam, 1995 : 66). D'autres recherches semblent soutenir cette thèse d'« auto-sélection » culturelle. Dans son étude sur les gens qui ne participent pas aux activités sociales, Hooghe a constaté que les groupes privilégiés dans la société participent non seulement plus pleinement, mais aussi plus intensément que les autres aux activités communautaires; il a aussi conclu que, en mettant l'accent sur la participation civique, on risque de créer de nouvelles



---

inégalités en favorisant les personnes très volubiles ou qui disposent de beaucoup de temps libre au détriment des autres (Hooghe, 2001 : 173).

D'après Bang et Sorensen, l'argument en faveur du modèle de capital social établi par Putnam pourrait se fonder en partie sur le fait qu'il permet de laisser la place aux personnes qui veulent se libérer du « système » (les adeptes du communautarisme) et à celles qui considèrent l'hégémonie ou la domination légitime de l'État comme étant une condition de ce genre de libération (les républicains) (Bang et Sorensen, 2001 : 159). Onyx et Bullen ont recueilli peu de données qui prouvent que le capital social provient de l'État, puisque les organismes gouvernementaux n'occupent pas une place importante dans les réseaux des gens (Onyx et Bullen, 2001 : 56). Toutefois, cela va à l'encontre des arguments de Putnam, selon lesquels une participation civique active va de pair avec des institutions civiles et un État bien dirigés (Putnam, 1993). Aux États-Unis, Putnam a effectué une série de régressions à plusieurs variables, qui lui ont permis d'établir de fortes corrélations entre le capital social et le rendement des politiques publiques en ce qui concerne, par exemple, le taux de criminalité, la santé, le rendement scolaire et l'égalité économique (Putnam, 2001 : 48-51). Toutefois, il a souligné que les causes ne sont pas clairement établies : on ne sait pas si le capital social est une condition préalable à l'expansion et au maintien de saines institutions publiques comme les écoles et les établissements de soins de santé, ou bien si ce sont ces institutions qui favorisent les conditions requises pour permettre l'établissement du capital social (Putnam, 2001 : 51).

En ce qui a trait au capital culturel, les recherches de psychopédagogues ont confirmé que l'habitus (soit le capital culturel intrinsèque) joue un rôle dans le processus visant à améliorer les compétences scolaires des gens et leurs chances d'épanouissement. Toutefois, on a effectué peu de recherche sur les répercussions de ces investissements à l'échelle communautaire.

Au profit des décideurs du domaine des politiques culturelles, nous constatons à quel point nous saisissons mal l'impact que le capital culturel, matériel ou immatériel, peut avoir sur le développement et le bien-être des collectivités (et cela, même si une étude américaine a révélé que les initiatives concernant l'art dans le développement communautaire représentaient, pour les organismes locaux de promotion des arts en 1996, le secteur de programme et de service dont l'expansion a été la plus rapide (Larson, 1997 : 84). Parmi les quelques enquêtes rigoureuses menées dans ce domaine, mentionnons les recherches approfondies sur l'impact communautaire des arts effectuées par les responsables du projet entrepris à Philadelphie au sujet de l'impact social des arts (Stern et Seifert, 1994). En 1994, l'équipe de projet s'est fixée pour objectif de déterminer si le capital culturel était important non seulement pour permettre aux élites de dominer les autres classes sociales, mais aussi pour aider à renforcer les liens sociaux et l'esprit communautaire. Même si l'étude a permis d'établir les corrélations habituelles entre la participation aux activités artistiques et un revenu et un niveau de scolarité plus élevés, elle a aussi révélé que le nombre de groupes artistiques et culturels dans la zone postale du répondant était le principal facteur susceptible de l'amener à participer à des événements artistiques. Après avoir examiné un certain nombre d'explications possibles, les chercheurs ont conclu que le contexte écologique dans lequel les personnes vivent contribue largement à leur participation civique, même si on n'a pas pu bien établir les causes. Même si le nombre important de groupes dans un quartier peut inciter les gens à participer davantage aux activités artistiques, les chercheurs ont émis l'hypothèse selon laquelle d'autres éléments dans ces domaines – p. ex. l'engagement social des résidents communautaires ou le « capital social » – peuvent susciter *aussi bien* la création d'autres groupes qu'une meilleure participation (Stern et Seifert, 1994 : 7).

Le projet sur l'impact social des arts a donné lieu à des analyses du même genre dans d'autres villes – Chicago, Atlanta et San Francisco – qui ont permis de confirmer et d'élargir les conclusions tirées à Philadelphie. Ces analyses ont permis d'établir de fortes corrélations entre, d'une part, les quartiers diversifiés sur les plans économique et ethnique et, d'autre part, le nombre de groupes artistiques dans ces quartiers. Une étude a également révélé que les régions de Philadelphie les plus susceptibles d'avoir connu un regain économique de 1980 à 1990 étaient diversifiées sur le plan *aussi bien* économique qu'ethnique, en plus de comprendre un grand nombre d'organisations artistiques et culturelles (Stern, 1999 : 8).

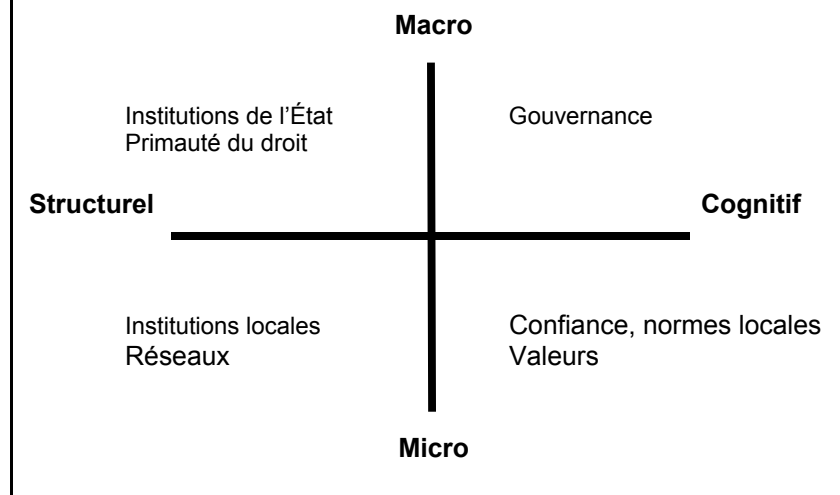
Throsby soutient que le capital culturel produit toute une série d'avantages économiques et culturels qui peuvent servir à justifier des investissements. À son avis, les investissements culturels dans le capital culturel **matériel** devraient être établis en fonction des répercussions sociales qu'ils produiront sur l'équité (ou la durabilité) intergénérationnelle, l'équité intragénérationnelle (l'équité en ce qui concerne l'accès aux avantages découlant du capital culturel dans l'ensemble des classes sociales, des groupes de revenu et des catégories de lieu) et le maintien de la diversité culturelle. Il souligne que, comme la destruction du patrimoine

culturel est irréversible, il faut bien connaître le rôle que joue le patrimoine dans les infrastructures d'une ville, d'une région ou d'un pays avant de prendre des décisions au sujet des investissements dans le capital culturel (Throsby, 2002 : 109-110). Toutefois, comme on l'a précisé à la section 2.6, ce sont en général les répercussions économiques du capital culturel **immatériel** (ou objectif) sur les collectivités qui préoccupent les chercheurs et les décideurs. Habituellement, d'importantes lacunes existent au chapitre des connaissances touchant les répercussions sociales décrites par Throsby, aussi bien dans le domaine relativement concret du capital culturel matériel (qui touche surtout les biens culturels mobiliers et immobiliers) que dans la sphère beaucoup plus abstraite du capital culturel immatériel (qui comprend les diverses formes de propriété intellectuelle utilisées par les créateurs comme moyens d'expression).

### **3.3 Lacunes des connaissances relatives à l'évaluation – Comment nous y prendre pour mesurer le capital social et culturel?**

Au cours des dernières années, une multitude d'ouvrages dans le domaine des sciences sociales ont porté sur l'évaluation du capital social. La Banque mondiale a élaboré un cadre assez bien structuré pour orienter les stratégies d'évaluation des projets qu'elle finance (voir la figure 1). Ce cadre est intéressant parce qu'il souligne aussi bien les microdimensions que les macrodimensions du capital social, ainsi que les éléments concrets (structurels) et abstraits (cognitifs) qui peuvent contribuer à l'établissement du capital social dans une société. Krishna et Shrader ont précisé encore davantage le tout en élaborant pour la Banque mondiale un outil d'évaluation du capital social qui permet d'examiner non seulement les caractéristiques communautaires et familiales, mais aussi les éléments structurels comme les affiliations et réseaux organisationnels, ainsi que les éléments cognitifs comme la confiance, la solidarité et la réciprocité (Krishna et Shrader, 1999, cités dans Mercer, 2002 : 35).

**Figure 1 – Dimensions de l'évaluation du capital social**  
(SOURCE : Grootaert et van Bastelaer, 2002)



Putnam a avancé que, en plus d'analyser les microdonnées et les macrodonnées du capital social, il faut comparer les données entre les pays, effectuer un travail expérimental et élaborer des outils d'évaluation longitudinale (Putnam, 2001 : 51). Willms a aussi souligné les enjeux que pose l'évaluation à multiples niveaux et a soutenu que, comme le capital social est lié aux relations entre les gens, les analystes doivent examiner les répercussions tant individuelles que collectives (Willms, 2001 : 60).

Dans des commentaires qui portent également sur l'évaluation du capital culturel, Willms a soutenu que la qualité des relations sociales serait plus importante que leur quantité pour dicter des comportements qui permettent entre autres l'intégration sociale et le soutien social. Comme le capital social fait partie intégrante de la culture d'une société et, par conséquent, subit l'influence de facteurs sociaux, économiques et historiques, Willms avance qu'on ne peut faire abstraction de ces facteurs lorsqu'on cherche à évaluer et à comprendre l'impact du capital social (Willms, 2001 : 60).

En raison des pressions exercées sur les organisations culturelles au Royaume-Uni pour les amener à prouver qu'elles tiennent compte de l'exclusion sociale dans leur collectivité, on a porté plus d'attention aux indicateurs culturels dans ce pays qu'ailleurs dans le monde. Dans un rapport d'enquête sur l'évaluation de l'impact socio-économique des arts, qui a été rédigé en 2002 pour le Conseil des arts de l'Angleterre, on décrit une vaste gamme de méthodes d'évaluation plus ou moins solides (Reeves, 2002). Toutefois, aucune de ces méthodes n'utilise l'optique de l'évaluation du capital culturel, et on a consacré peu d'effort jusqu'à ce jour à l'élaboration d'un modèle ou d'un cadre global pour ce genre d'optique.

Il y a néanmoins une seule exception : les travaux de Colin Mercer sur la citoyenneté culturelle entrepris pour la Bank of Sweden Tercentenary Foundation en 2002. Dans son livre intitulé *Towards Cultural Citizenship: Tools for Cultural Policy Development*, Mercer propose d'élaborer un outil d'évaluation du capital culturel en se fondant sur la méthode adoptée par des chercheurs australiens dans une étude intitulée *Accounting for Tastes*. Au moyen de cette méthode d'enquête, on posait une série de questions réparties en huit catégories : les caractéristiques du ménage; les loisirs en famille; les activités sociales; les goûts et

préférences; les activités récréatives, la famille et les amis; les caractéristiques personnelles; les attitudes sociales et politiques (Mercer, 2002 : 51). Après avoir précisé davantage ces questions et y avoir ajouté des éléments fournis par d'autres chercheurs, Mercer a établi un cadre de quatre séries d'indicateurs visant à mesurer : 1) la vitalité, la diversité et la convivialité culturelles; 2) l'accès et la participation à la culture et la consommation de biens culturels; 3) la culture, le mode de vie et l'identité; 4) la culture, l'éthique, la gouvernance et la conduite (Mercer, 2002 : 60-61). Il avance que « l'avantage » méthodologique de l'évaluation du capital social et du capital culturel est qu'elle fournit des outils qui permettent d'établir non pas un processus « objectif » de recherche scientifique, mais un mode de questionnement et de réflexion qui aide les gens à reconnaître – et éventuellement à défendre – des atouts qu'ils n'avaient pas imaginé posséder (Mercer, 2002 : 53).

La densité du capital culturel qui existe à l'intérieur d'une collectivité est probablement beaucoup plus importante que ne l'estiment les décideurs. Rien qu'un simple coup d'oeil général aux répertoires intitulés « Voici Ottawa » (pour Ottawa/Gatineau), ville de taille moyenne, nous a permis de relever 172 manifestations culturelles et artistiques distinctes pour la période du 23 au 29 août 2003. Celles-ci allaient d'activités importantes comme l'Ottawa Folk Festival, l'Exposition du Canada central et le Festival des montgolfières de Gatineau, à d'autres de plus petite taille comme la visite à pied du village de Britannia, organisée par Patrimoine Ottawa, et Soundstorm, spectacle de danse présenté sur vidéo par les jeunes. De plus, on avait organisé 17 autres activités – par exemple, des danses et des ateliers – à l'intention des « célibataires » souhaitant accroître leur capital social.

La répartition du nombre d'activités par catégorie (tableau 2) fournit une perspective intéressante des investissements publics dans le capital culturel quotidien. Environ le tiers des activités – spectacles de musique présentés dans divers clubs et dans d'autres lieux – n'étaient de toute évidence pas financés par les deniers publics. Une part importante des activités muséales décrites recevaient probablement un soutien public de la part d'un ordre de gouvernement ou d'un autre; la plupart des activités organisées dans les galeries d'art n'en recevaient quant à elles probablement pas. Toutefois, même si les fonds publics ne sont pas directement investis dans les lieux et activités qui forment le capital culturel quotidien, le secteur public est assurément intéressé à tirer parti de divers processus de planification urbaine gouvernementale pour accroître et délimiter ce champ culturel.

**Tableau 2 – Capital culturel à Ottawa/Gatineau  
23-29 août 2003  
Source : *The Ottawa Citizen*, 23 août 2003**

| Catégorie d'activité  | Nombre d'activités |
|---|--------------------|
| Concerts  | 5                  |
| Théâtre   | 5                  |
| Danse   | 2                  |
| Projections spéciales (films et vidéos)   | 2                  |
| Comédie   | 2                  |
| Spectacles de musique : rock  | 7                  |
| Spectacles de musique : musique traditionnelle; musique du monde; Blues                             | 18                 |
| Spectacles de musique : jazz  | 6                  |
| Spectacles de musique : country   | 6                  |
| Spectacles de musique : lounge  | 8                  |
| Clubs de danse  | 11                 |
| Séances de lecture/activités littéraires  | 3                  |
| Autres activités (y compris des foires, des visites à pied et la présentation de sites historiques) | 14                 |
| Musées  | 41                 |
| Galleries d'art   | 42                 |
| <b>Total</b>  | <b>172</b>         |

#### 4.0 Répercussions pour les politiques culturelles et la prise de décisions

Dans un rapport sur les politiques culturelles et la diversité culturelle au Canada, qui a été rédigé pour le Conseil de l'Europe en 2000, Greg Baeker a abordé les dilemmes au chapitre des définitions et des concepts des politiques culturelles canadiennes en précisant que celles-ci sont depuis longtemps fastidieusement répétitives; en effet, il parle de tensions stratégiques récurrentes entre le grand art et l'art populaire, entre les intérêts publics et les intérêts privés, entre les vieilles institutions et les nouvelles, et entre les politiques axées sur l'offre et les politiques axées sur la demande (Baeker, 2000 : 39-42). Il conclut que, face à l'accroissement de la diversité, les arguments traditionnels relatifs à l'identité nationale et à la souveraineté culturelle sont démodés et élitistes : de nouvelles perspectives stratégiques s'imposent (Baeker, 2000 : 3).

Dans un essai sur la diversité culturelle et la société civile, Catherine Murray établit ses arguments autour de la gouvernance culturelle, avançant que nous devons aussi créer autant

que possible un climat beaucoup plus susceptible de favoriser la valeur culturelle, par l'entremise de formes efficaces de gouvernance et de coordination culturelles (Murray, 2002 : 346).

Sur le plan international, Mercer définit l'enjeu stratégique comme étant lié à la nécessité de visualiser et d'appliquer un « scénario d'intervenants » beaucoup plus axé sur le dialogue, qui permet l'échange entre un bien plus grand nombre de voix (Mercer, 2002 : 112). D'après lui, il faut élaborer une série d'indicateurs culturels qui vont au-delà de l'évaluation du rendement administratif pour permettre l'écoute de ces nombreuses voix et intégrer leur point de vue dans la base de connaissances utilisée pour formuler des politiques.

Au risque de tomber dans la « répétition fastidieuse », nous devons nous aussi ajouter notre voix à toutes celles qui demandent l'élargissement (voire l'approfondissement) du fondement conceptuel des politiques culturelles au Canada. Le capital social et le capital culturel ne sont pas des panacées pour les dilemmes touchant la politique culturelle, mais ils nous permettent certes de mieux comprendre ces dilemmes.

Les concepts d'*habitus*, de champs (ou d'espaces sociaux) et de capital culturel établis par Bourdieu peuvent nous aider à comprendre les liens essentiels qui existent entre le mode de vie et la culture. Comme l'ont souligné Chatterton et Hollands, les espaces sociaux sont déterminés par différents genres de « capital » : le capital économique – soit l'accès à diverses ressources monétaires; le capital social – soit les ressources que quelqu'un accumule par l'entremise de réseaux de connaissances et de reconnaissance durables; le capital culturel ou informationnel – soit les compétences et la capacité d'apprécier la culture légitime, qui est liée notamment à un certain niveau de scolarité (Chatterton et Hollands, 2003 : 80). La question centrale pour la politique culturelle est la suivante : Qui définit la « culture légitime »?

Dans un récent article sur les villes et la polarisation, Caroline Andrew fait le lien entre les espaces sociaux, les espaces physiques, les modes de vie et les politiques publiques en posant la question suivante : La persistance et la hausse de la pauvreté dans les quartiers pauvres posent-elles problème parce que les résidents ne peuvent envisager d'autres modes de vie et ne peuvent donc imaginer de changer la répartition des ressources sociales? Ou bien, est-ce que cela pose problème parce que ces répartitions spatiales, l'ampleur des services publics offerts, voire les diverses philosophies de l'action publique, ne sont pas les mêmes? (Andrew, 2003 : 4). Chatterton et Hollands soutiennent que la fragmentation du capital culturel en une multitude de « capitaux sous-culturels » explique en partie pourquoi certains segments du paysage urbain sont laissés en plan par les politiques publiques (Chatterton et Hollands, 2003 : 83). Il ne reste habituellement aux résidents de ces régions marginalisées que deux options : « inventer » de nouvelles formes d'expression symboliques ou objectivées, ou bien se débrouiller en marge de la société avec le peu de ressources culturelles dont ils disposent.

Pour un certain nombre de raisons (dont l'une et non la moindre est le visage de plus en plus urbain du Canada), les villes sont devenues le principal endroit où se jouent nombre des questions qui concernent le capital culturel et le capital sous-culturel. Comme l'a précisé récemment Russell Smith dans le *Globe and Mail*, le mot « citoyen » vient du terme latin *civitas*, qui signifie « ville ». Nous n'aurions acquis aucun concept de citoyenneté sans les villes (Smith, 2003 : T1). Dans son ouvrage monumental intitulé *Cities in Civilization*, Peter Hall avance même l'hypothèse selon laquelle une part très importante de la vie, et la créativité qui en découle, a consisté à trouver des solutions aux problèmes d'ordre et d'organisation propres à une ville (Hall, 1998 : 6). À son avis, c'est la créativité collective mise à contribution pour régler les problèmes de la *civitas* qui caractérise une grande ville : les gens se rencontrent, dialoguent, écoutent de la musique et des paroles d'autrui, dansent les danses d'autrui et

échantent leurs idées. Par conséquent, des affinités géographiques peuvent entraîner des rencontres qui permettent de créer quelque chose de nouveau (Hall, 1998 : 21). Dans le monde actuel de communications instantanées et de voyages internationaux, les villes constituent le canal des communications culturelles, et les rencontres locales représentent souvent le point de convergence où les principales composantes de ces canaux finissent par se séparer et se disperser.

Alors, qu'est-ce que cela signifie pour les politiques culturelles? Selon le sens qu'on leur donne actuellement, on pense souvent à l'argent lorsque les termes « créativité » et « villes » sont employés dans la même phrase. Toutefois, les raisons profondes de cela résident peut-être dans la sphère plus banale et paradoxalement plus profonde de la vie quotidienne des citoyens dans leur collectivité. Pour bien saisir l'importance du capital social et du capital culturel dans la formulation des politiques, il faudrait probablement appliquer, comme le propose Mercer, un outil d'évaluation du capital culturel dans la collectivité locale. Comme il a souligné (traduction) :

Ce processus ou « outil » de mappage, de vérification et d'évaluation des ressources culturelles réelles d'une collectivité fait partie des activités visant à relier la culture au processus de développement de façon non pas marginale, mais *intégrale*. La culture devient donc active, plutôt qu'accessoire, et on met ainsi l'accent sur le lien permanent et indissoluble qui existe entre la culture *et* l'économie, la culture *et* les relations sociales, la culture *et* le pouvoir, la culture *et* l'identité, la culture *et* les droits, *la culture et le développement humain* (Mercer, 2002 : 53 – les italiques sont de l'auteur).

Dans son argumentation en faveur d'un « mappage culturel » plus délibéré et scientifique des espaces urbains, Mercer souligne que cet exercice ne vise pas simplement à inventorier les « outils traditionnels », mais qu'il aide aussi à comprendre comment les gens et les collectivités *interagissent* avec ces ressources – soit comment elles servent à établir et à maintenir le capital social et le capital culturel. À son avis, l'élaboration de nouvelles cartes culturelles devrait comporter l'établissement d'une nouvelle relation compacte entre les « connaissances locales » et les tactiques, d'une part, et les grandes prérogatives stratégiques des politiques culturelles et de la prestation des services, de l'autre (Mercer, 2002 : 169-170).

Selon la nouvelle terminologie de la politique culturelle, le mappage culturel est simplement le prélude à la planification culturelle – un processus qui dépasse l'embellissement, soit le fait de prétendre s'amuser ou se détendre pour cacher les inégalités socio-économiques les plus marquées (Mercer, 2002 : 171). Selon Mercer, la planification culturelle devrait viser essentiellement l'établissement de la citoyenneté, par opposition à la production de produits et services (Mercer, 2002 : 171).

L'établissement de la citoyenneté n'a pas toujours été inscrit au programme stratégique culturel, mais dans une économie culturelle mondiale, où les moyens de production pour les produits et services sont de plus en plus entre les mains des multinationales, il représente peut-être bien le dernier secteur où l'État peut intervenir de façon efficace. Le présent document a démontré l'importance de mieux comprendre le rôle du capital social et culturel dans la création de citoyens. Il a fait valoir que les pratiques culturelles, ainsi que politiques et économiques, contribuent à l'autonomisation, au sens de l'appartenance, à la participation active à la vie sociale, à la vitalité économique et la qualité de vie, et aident à maintenir la *civitas* - l'espace social où s'inscrit la citoyenneté. La citoyenneté culturelle, dans un environnement de plus en plus diversifié et mondialisé, peut effectivement être l'un des mécanismes les plus efficaces pour les États qui désirent renforcer leurs bases démocratiques. Les citoyens vivent leur vie dans les collectivités non seulement sur le plan de leurs droits et devoirs, mais aussi par leur imagination et leur créativité. Par conséquent, la reconnaissance des nombreuses formes que

---

le capital culturel prend au sein des espaces sociaux multidimensionnels et complexes du monde d'aujourd'hui constitue une première étape nécessaire au développement d'une forme vitale et inclusive de citoyenneté culturelle.



---

## BIBLIOGRAPHIE

- Adler, Paul S. et Seok-Woo Kwon, « Social Capital: Prospects for a New Concept », *Academy of Management Review*, vol. 27, n° 1 (2002), 17-40.
- Aizlewood, Amanda et Ravi Pendakur, *SRA-657 - Ethnicity and Social Capital in Canada*, Ottawa, Recherche et analyse stratégiques, ministère du Patrimoine canadien, 27 juin 2003.
- Andrew, Caroline, *Cities and Polarization*, Ottawa, exposé en atelier pour le compte du Conseil canadien de développement social, Conférence de recherche sur l'inclusion sociale, 27 et 28 mars 2003.
- Azmier, Jason J., *Culture and Economic Competitiveness: An Emerging Role for the Arts in Canada*, Calgary, Canada West Foundation, mars 2002.
- Baeker, Greg, *SRA-468 - Cultural Policy and Cultural Diversity in Canada*, Ottawa, Recherche et analyse stratégiques, ministère du Patrimoine canadien, 28 août 2000.
- Bang, Henrik P. et Eva Sorensen, «The Everyday Maker: Building political rather than social capital » dans *Social Capital and Participation in Everyday Life* (dir. Paul Dekker et Eric M. Uslaner), Londres, Routledge, 2001, 148-161.
- Belfiore, Eleanora, «Art as a Means of Alleviating Social Exclusion: Does it Really Work? A critique of instrumental cultural policies and social impact studies in the UK», *International Journal of Cultural Policy*, vol. 8, n° 1 (2002), 91-106.
- Berkes, Fikret, «Cultural and Natural Capital: A Systems Approach Revisited» dans *Social Capital Formation and Institutions for Sustainability* (dir. Asoka Mendis), Vancouver, Université de la Colombie-Britannique, 16 et 17 novembre 1998.
- Bourdeau, Jean-Pierre, *SRA-672 - Bowling Along: Cross-indicators of Social Participation and Local Community Belonging in Canada*, Ottawa, Recherche et analyse stratégiques, ministère du Patrimoine canadien, avril 2002.
- Bourdieu, Pierre, *La distinction : critique sociale du jugement*, Paris, Édition de Minuit, 1979.
- Bourdieu, Pierre, «The Forms of Capital», *Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education* (dir. John G. Richardson), Westport, Connecticut, Greenwood Press, 1986, pp. 241-258.
- Bryant, Cindy-Ann et Doug Norris, *Measurement of Social Capital: The Canadian Experience*, Country report for the OECD-UK ONS International Conference on Social Capital Measurement, Londres, 25-27 septembre 2002.
- Catterall, James. S., «Involvement in the Arts and Human Development: General Involvement in Music and Theatre Arts», *Champions of Change: The Impact of the Arts on Learning* (dir. Edward B. Fiske), Washington, D.C., Arts Education Partnership and the President's Committee on the Arts and the Humanities, 1999. (Aussi accessible à l'adresse suivante : <http://aep-arts.org/highlights/coc-release.html> )
- Chandler, Michael J. et Christopher Lalonde, «Cultural Continuity as a Hedge Against Suicide in Canada's First Nations», *Transcultural Psychiatry*, vol. 35, n° 2 (juin 1998), 191-219.

- 
- Chataway, Cynthia, «Successful Development in Aboriginal Communities: Does it Depend upon a Particular Process?», *Journal of Aboriginal Economic Development*, vol. 3, n° 1 (2002), 76-88.
- Chatterton, Paul et Robert Hollands, *Urban Nightscapes: Youth Cultures, Pleasure Spaces and Corporate Power*, Londres, Routledge, 2003.
- DiMaggio, Paul, «Cultural Capital and School Success: The Impact of Status Culture Participation on the Grades of U.S. High School Students», *American Sociological Review*, vol. 47 (avril 1982), 189-201.
- DiMaggio, Paul et John Mohr. «Cultural Capital, Educational Attainment and Marital Selection», *American Journal of Sociology*, vol. 90, n° 6 (1985), 1231-1261.
- Donald, Betsy et Douglas Morrow, *SRA-674 - Competing for Talent: Implications for Social and Cultural Policy in Canadian City Regions*, Ottawa, Recherche et analyse stratégiques, ministère du Patrimoine canadien, 14 mai 2003.
- Ellis, Adrian, *Valuing Culture*, Londres, Demos, juin 2003.
- Florida, Richard et Gary Gates, *Technology and Tolerance: The Importance of Diversity to High-Technology Growth*, Washington, Brookings Institution Center on Urban and Metropolitan Policy, juin 2001.
- Florida, Richard, *The Geography of Bohemia*, Pittsburgh, Université Carnegie Mellon, janvier 2001.
- Florida, Richard, «The New American Dream», *The Washington Monthly* (mars 2003), 26-33.
- Florida, Richard, «The Rise of the Creative Class - Why cities without gays and rock bands are losing the economic development race», *The Washington Monthly*, (mai 2002). (Aussi accessible à l'adresse suivante : <http://www.washingtonmonthly.com/features/2001/0205.florida>)
- Fukuyama, Francis. *Trust: The Social Virtues and the Creation of Prosperity*. New York: The Free Press, 1995.
- Gertler, Meric S., Richard Florida, Gary Gates et Tara Vinodrai, *Competing on Creativity: Placing Ontario's Cities in North American Context*, Toronto, ministère de l'Entreprise, des Débouchés et de l'Innovation et Institute for Competitiveness and Prosperity, novembre 2002.
- Glaeser, E.L., D. Laibson, J. Al Scheinkman et C.L. Soutter, «Measuring Trust», *Quarterly Journal of Economics*, vol. 65 (août 2000), 811-846.
- «Going Out», *The Ottawa Citizen*, Ottawa (23 août 2003), K1-K3.
- Gould, Helen, «Culture and social capital», *Recognising Culture – A series of briefing papers on culture and development* (dir. François Matarasso), Londres, Comedia, ministère du Patrimoine canadien et UNESCO, 2001, 85-92.

- Graham, Katherine A.H. et Evelyn Peters, *Aboriginal Communities and Urban Sustainability*, Ottawa, Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques, décembre 2002.
- Grootaert, Christiaan, «Social capital - The missing link?» dans *Social Capital and Participation in Everyday Life* (dir. Paul Dekker et Eric M. Uslaner), Londres, Routledge, 2001, 9-29.
- Grootaert, Christiaan et Thierry van Bastelaer, *Understanding and Measuring Social Capital: A Synthesis of Findings and Recommendations from the Social Capital Initiative*, Washington, Forum Series on the Role of Institutions in Promoting Economic Growth, janvier 2002.
- Hall, Peter, *Cities in Civilization*, Londres, Weidenfeld et Nicolson, 1998.
- Hall, Peter A., «Social capital in Britain», *British Journal of Political Science*, vol. 29, 416-461.
- Hannigan, John, *Fantasy City: Pleasure and profit in the postmodern metropolis*, Londres, Routledge, 1998.
- Hooghe, Marc, «'Not for our kind of people': The sour grapes phenomenon as a causal mechanism for political passivity» dans *Social Capital and Participation in Everyday Life* (dir. Paul Dekker et Eric M. Uslaner), Londres, Routledge, 2001, 162-175.
- Jeannotte, M. Sharon, *SRA-541 - Cultural Symbiosis: Cultural Participation and Cohesive Communities*, Ottawa, Recherche et analyse stratégiques, ministère du Patrimoine canadien, 24 novembre 2000.
- Jeannotte, M. Sharon, «Singing Alone? The Contribution of Cultural Capital to Social Cohesion and Sustainable Communities», *International Journal of Cultural Policy*, vol. 9, n° 1 (2003), 35-49.
- Klein, Naomi, *No logo : La tyrannie des marques*, Arles (France), Actes sud, 2002.
- Knack, Stephen et Philip Keefer, «Does Social Capital have an Economic Payoff? A Cross-Country Investigation», *The Quarterly Journal of Economics* (novembre 1997), 1251-1288.
- Krishna, Anirudh et Elizabeth Shrader, *Social Capital Assessment Tool*, document préparé pour la Conférence sur le capital social et la réduction de la pauvreté, Washington, Banque mondiale, 22-24 juin 1999. (Aussi accessible à l'adresse suivante : <http://poverty.worldbank.org/library/view/8150>)
- Landry, Charles, L. Green, F. Matarasso et F. Bianchini, *The Art of Regeneration: Urban renewal through cultural activity*, Londres, Comedia, Stroud, 1996.
- Lareau, Annette, «Social Class Differences in Family-School Relationships», *Sociology of Education*, vol. 60 (avril 1997), 73-85.
- Larson, Gary O., *American Canvas*, Washington, D.C., National Endowment for the Arts, 1997.
- Matarasso, François, *Use or Ornament? The Social Impact of Participation in the Arts*, Londres, Comedia, 1997.
- Mendis, Asoka, *Social Capital Formation and Institutions for Sustainability* (actes des ateliers), Vancouver, Université de la Colombie-Britannique, 16-17 novembre 1998. (Aussi accessible

---

à l'adresse suivante :

[http://www.sdri.ubc.ca/publications/workshops\\_conferences\\_social.cfm](http://www.sdri.ubc.ca/publications/workshops_conferences_social.cfm))

- Mercer, Colin, *Towards Cultural Citizenship: Tools for Cultural Policy and Development*, Stockholm, Gidlunds Forag, 2002.
- Merli, Paola, «Evaluating the Social Impact of Participation in Arts Activities: A critical review of François Matarasso's *Use or Ornament?*», *International Journal of Cultural Policy*, vol. 8, n° 1 (2002), 107-118.
- Murray, Catherine A., «The Third Sector: Cultural Diversity and Civil Society» dans *Making Connections: Culture and Social Cohesion in the New Millennium - Canadian Journal of Communication* (dir. Nancy Duxbury), vol. 27, n°s 2 et 3 (2002), 331-350.
- Nevitte, Neil et Antoine Bilodeau, *SRA-747 - Trust, Tolerance and Confidence in Institutions: Evidence from the Canadian World Values Surveys, 1990-2000*, Ottawa, Recherche et analyse stratégiques, ministère du Patrimoine canadien, 20 mars 2003.
- OCDE, *Du bien-être des nations : le rôle du capital humain et social*, Paris, OCDE, 2001.  
(Résumé à l'adresse suivante : <http://www.oecd.org/els/pdfs/EDSMINDOCF003.pdf>).
- Offord, David R. et coll., *Les sports, les arts et les programmes communautaires : Taux et corrélats de participation*, Hull, Direction générale de la recherche appliquée, Développement des ressources humaines Canada, octobre 1998.
- Onyx, Jenny et Paul Bullen, «The different faces of social capital in NSW Australia», dans *Social Capital and Participation in Everyday Life* (dir. Paul Dekker et Eric M. Uslaner), Londres, Routledge, 2001, 45-58.
- Peaker, A et J. Vincent, *Arts in Prisons: Towards a sense of achievement*, Londres, Research and Planning Unit, Home Office, 1990.
- Perez de Cuéllar, Javier et coll., *Notre diversité créatrice : Rapport de la Commission mondiale de la culture et du développement* (version condensée), Paris, UNESCO, 1995.
- Portes, Alejandro, «Social Capital: Its Origins and Applications in Modern Sociology», *Annual Review of Sociology*, vol. 24, 1-24.
- Projet de recherche sur les politiques, *Capital social – Document d'information sur la conceptualisation*, Ottawa, Projet de recherche sur les politiques, juin 2003a.
- Projet de recherche sur les politiques, *Capital social – Document d'information sur la mesure*, Ottawa, Projet de recherche sur les politiques, juin 2003b.
- Putnam, Robert. "Bowling Alone: America's Declining Social Capital". *Journal of Democracy*. Vol.6, No.1 (1995), 65-78.
- Putnam, Robert, *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon & Schuster, 2000.
- Putnam, Robert, *Making Democracy Work: Civic Institutions in Modern Italy*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1993.

- Putnam, Robert, «Mesures et conséquences du capital social», *Isuma – Canadian Journal of Policy Research = Isuma – Revue canadienne de recherche sur les politiques*, vol. 2, n° 1 (printemps 2001), 41-51.
- Reeves, Michelle, *Measuring the economic and social impact of the arts: a review*, Londres, Arts Council of England, mai 2002. (Aussi accessible à l'adresse suivante : <http://www.artscouncil.org.uk/downloads/information/measuring.pdf>)
- Rodrik, Dani, «Participatory Politics, Social Cooperation, and Economic Stability», Cambridge, Massachusetts, John F. Kennedy School of Government, *American Economic Review*, vol. 90 (2000), 140-144.
- Saguaro Seminar, *Better Together - The Report of the Saguaro Seminar: Civic Engagement in America*, Cambridge, Massachusetts, John F. Kennedy School of Government, 2002.
- Shilling, Chris, «Schooling and the Production of Physical Capital», *Discourse*, vol. 13, n° 1 (octobre 1992), 1-19.
- Smith, Russell, «Hot town, summer in the city», *The Globe and Mail*, Toronto (2 août 2003), T1.
- Stern, Mark J., «Is All the World Philadelphia? A Multi-City Study of Arts and Cultural Organizations, Diversity and Urban Revitalization» (document de travail n° 9), *Social Impact of the Arts Project*. University of Pennsylvania School of Social Work, mai 1999. (Aussi accessible à l'adresse suivante : <http://www.ssw.upenn.edu/SIAP/workpapers.home.html>)
- Stern, Mark J. et Susan C. Seifert, «Individual Participation and Community Arts Groups: A Quantitative Analysis of Philadelphia» (document de travail n° 1), *Social Impact of the Arts Project*, University of Pennsylvania School of Social Work, 1994. (Aussi accessible à l'adresse suivante : <http://www.ssw.upenn.edu/SIAP/workpapers.home.html>)
- Stolle, Dietland, «'Getting to trust': An analysis of the importance of institutions, families, personal experiences and group membership», dans *Social Capital and Participation in Everyday Life* (dir. Paul Dekker et Eric M. Uslaner), Londres, Routledge, 2001, 118-133.
- Stolle, Dietland et Thomas R. Rochon, «Are All Associations Alike? Member Diversity, Associational Type and the Creation of Social Capital», *American Behavioral Scientist*, vol. 42, n° 1 (septembre 1998), 47-65.
- Throsby, David, «Cultural Capital and Sustainability Concepts in the Economics of Cultural Heritage» in *Assessing the Values of Cultural Heritage* (dir. Marta de la Torre), Los Angeles, The Getty Conservation Institute, 2002.
- Uslaner, Eric M. et Paul Dekker, «The 'social' in social capital», dans *Social Capital and Participation in Everyday Life* (dir. Paul Dekker et Eric M. Uslaner), Londres, Routledge, 2001, 176-187.
- Walker, Chris, *Arts & Culture: Community Connections - Contributions from New Survey Research*, Washington, The Urban Institute, 2002.
- Weitz, Judith Humphreys, *Coming Up Taller—Arts and Humanities Programs for Children and Youth at Risk*, Washington, D.C., President's Committee on the Arts and Humanities, 1996.

- 
- Willms, J. Douglas, «Trois hypothèses concernant les effets de la collectivité sur les aboutissements sociaux», *Isuma – Canadian Journal of Policy Research = Isuma – Revue canadienne de recherche sur les politiques*, vol. 2, n° 1 (printemps 2001), 53-62.
- Woolcock, Michael, «Le rôle du capital social dans la compréhension des résultats sociaux et économiques» *Isuma – Canadian Journal of Policy Research = Isuma – Revue canadienne de recherche sur les politiques*, vol. 2, n° 1 (printemps 2001), 11-17.
- Wuthnow, Robert, *Sharing the Journey: Support Groups and America's New Quest for Community*, New York, Free Press, 1994.
- Zweigenhaft, Richard L., «Accumulation of cultural capital and social capital: The differing college careers of prep school and public school graduates», *Sociological Spectrum*, vol. 13 (1993), 365-376.
- Zweigenhaft, Richard L., «The application of cultural and social capital: a study of the 25<sup>th</sup> year reunion entries of prep and public school graduates of the Yale College», *Higher Education*, vol. 23 (1992), 311-320.